



Le 1^{er} décembre à Paris *Contre l'injustice fiscale et sociale*

Marchons pour la Révolution fiscale, la taxation du capital, l'annulation de l'augmentation de la TVA

13H30 PLACE D'ITALIE

Le budget 2014 c'est plus d'impôts injustes, moins de services publics et de protection sociale : ce n'est pas supportable !

Marchons pour une révolution fiscale contre les privilèges !

Marchons pour exiger des parlementaires qu'ils ne votent pas ce budget d'austérité. Imposer un équilibre budgétaire comme le veulent les institutions et gouvernements européens est stupide et injuste. Cela mène à la stagnation économique. Il faut changer de cap. Vite un impôt progressiste et républicain !

L'austérité que l'on nous promet n'est pas pour tout le monde. Elle va accélérer les licenciements et le chômage, et aggraver les inégalités :

- 400 € de perte de pouvoir d'achat pour un couple et 2 enfants !
- 70 millions d'€ pour PSA et 8 000 suppressions d'emplois
- 40 à 60 millions d'€ pour Sanofi et 900 suppression d'emplois
- 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires aux entreprises sans conditionnalité, et en contrepartie la hausse de la TVA au 1^{er} janvier pour financer ce cadeau aux licenciés !

C'est inacceptable !

Nous proposons de :

- **Instaurer un impôt sur le revenu progressif qui permette de réduire les inégalités :** augmenter le nombre de tranches d'imposition, augmenter les taux portant sur les revenus élevés, rétablir une vraie fiscalité du patrimoine. Les plus riches doivent contribuer à la mesure de leurs moyens.
- **Instaurer un revenu maximum** (360 000 € par an).
- **Taxer le capital au même niveau que le travail.** Les salariés ne doivent pas porter l'essentiel de l'effort fiscal ! Il faut s'attaquer au coût du capital : la part dans la richesse produite des dividendes versés aux actionnaires n'a cessé d'augmenter ces dernières années.
- **Mettre fin à la fraude fiscale des riches et des grandes entreprises** (+ de 60 milliards d'euros par an), et aux niches fiscales injustifiées.
- **Mettre fin à l'inégalité qui conduit les PME à être plus taxées que les grandes entreprises.**
- **Mettre fin aux emprunts toxiques et à la privatisation des services publics** qui étouffent la vie et les budgets locaux.



LE FRONT DE GAUCHE : UNE ALTERNATIVE À GAUCHE !

AU CÔTÉ DES SYNDICATS

Le Front de Gauche soutient les initiatives des syndicats pour l'emploi et contre l'austérité. Il appelle à participer aux actions qu'ils décident et soutient la journée de mobilisation contre l'austérité qui se tiendra le 14 novembre dans toute l'Europe à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. Il exige l'amnistie des syndicalistes criminalisés sous la présidence Sarkozy.

Contre l'austérité, le Front de Gauche propose de relancer l'activité par :

- Le partage des richesses : hausse des pensions et des salaires en commençant par le SMIC à 1 700 euros, réforme fiscale pour faire payer les plus riches et les grandes entreprises, développement des services publics avec les embauches correspondantes
- La planification écologique : relocalisation des productions, réindustrialisation, grands travaux dans l'isolation des bâtiments, les transports collectifs etc.

Contre la dictature des banques, le Front de Gauche propose de reprendre le pouvoir sur la finance :

- Audit de la dette permettant de remettre en cause le tribut injuste et improductif prélevé par les banques
- Abolition du privilège des banques privées qui sont aujourd'hui seules autorisées à emprunter à la Banque Centrale Européenne de l'argent à 1% qu'elles prêtent ensuite aux Etats à des taux qui montent à 20% !

Contre le chômage, le Front de gauche propose de protéger et développer l'emploi :

- Interdiction des licenciements boursiers, droit de reprise des entreprises par les salariés en cas de fermeture
- Visa écologique et social sur les échanges commerciaux à l'échelle de l'Union Européenne pour lutter contre le dumping social et écologique
- Soutien financier à l'investissement et à l'industrie par un pôle public bancaire doté de vrais moyens
- Limitation drastique des emplois précaires, interdiction du temps partiel imposé, vraie réduction du temps de travail

Contre la remise en cause de la souveraineté populaire, le Front de Gauche propose la 6^e République :

- Convocation d'une Assemblée constituante et réforme des institutions
- Droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises

Ces propositions du Front de Gauche peuvent rassembler tous ceux à gauche qui refusent la soumission à la finance. Les banques et le MEDEF sont à l'offensive pour obtenir toujours plus. La mobilisation du peuple est donc décisive ! C'est la seule voie pour sortir de la crise.

**FRONT
DE GAUCHE**